



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-10
Séance du 10 mars 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le dix mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervert, Fanny Suau, Brigitte Torrandell

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. Michel Perez, M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Frédérique Berard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à Mme Paloma Pervert

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. Joël Salgues

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

4 mars 2022

Objet : Convention de fonctionnement du service Relais Petite Enfance Vène et Mosson : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse, qui informe les membres du conseil municipal qu'une convention tripartite est conclue chaque année par la commune avec le Conseil Départemental de l'Hérault et la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault afin de définir le niveau de financement du Conseil Départemental de l'Hérault et participer aux frais de fonctionnement du Relais Petite Enfance (RPE) Vène et Mosson.

Dans le cadre du soutien à la politique enfance-jeunesse des communes membres du RPE intercommunal Vène et Mosson, il apparaît nécessaire de poursuivre ce conventionnement avec ces partenaires.

M. Michel PEREZ précise que l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante :

- par le Département à hauteur de 25% des salaires et charges sociales des animatrices ;
- par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la Caisse d'Allocation Familiale et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées ;
- par la commune de Lavérune pour le solde.

Il donne lecture du projet de convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur la convention présentée,
- dit que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget primitif 2022,
- donne pouvoir à M. le maire pour signer la convention présentée et tous les documents relatifs à cette affaire.

Roger CAIZERGUES
maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.4.2